

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Les services de l'État en Vaucluse  
84 905 AVIGNON Cedex 9

Avignon, le 22/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAPEDE (SARL)**

1051 Chemin des Carrières de Pierre  
84410 Crillon-Le-Brave

Références : D-00203-2025/LRAR N°1A 214 953 2497 6  
Code AIOT : 0006402056

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement SAPEDE (SARL) implanté Les Boissières 1051 Chemin Carrières de Pierre 84410 Crillon-le-Brave. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAPEDE (SARL)
- Les Boissières 1051 Chemin Carrières de Pierre 84410 Crillon-le-Brave
- Code AIOT : 0006402056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAPEDE SARL exploite une carrière au lieu-dit « les Boissières », sur la commune de CRILLON LE BRAVE. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2010, modifié par l'arrêté complémentaire du 22 novembre 2016.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 6.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Mesures particulières de protection des milieux	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.5.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 5	Sans objet
4	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.6	Sans objet
5	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 14.1	Sans objet
6	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
7	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.2	Sans objet
8	Côte de fond de fouille	Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.4	Sans objet
9	Vibrations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2 I	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'étude écologique qui sera prochainement réalisée devra être globale, elle devra prendre en compte les deux carrières limitrophes (carrière SAPEDE et carrière PESCE) ainsi que l'extension envisagée par l'exploitant lors de sa future demande de renouvellement.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Clôtures et barrières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures et barrières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis à vis des tiers et, en particulier, pour interdire l'accès à partir de la route desservant le site. L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
<b>Constats :</b>  <u>Constat le 15/11/2016 :</u> L'exploitant doit clôturer l'ensemble de son site. En réponse, l'exploitant s'est engagé à renforcer ses clôtures d'ici fin août 2017.  <u>Constat le 09/02/2023 :</u> Depuis la dernière inspection, la clôture a été renforcée le long de la limite sud de la carrière, qui est limitrophe avec une zone d'habitations. L'accès à la zone d'extraction est également limité par des merlons, des blocs de rochers et une chaîne au niveau de la voie d'accès au carreau. L'accès au site depuis la voie publique est quant à lui limité par une barrière, une haie et un merlon. Toutefois, aucune clôture n'a été mise en place pour interdire l'accès au site depuis la voie publique. L'exploitant doit, sous 2 mois, compléter son dispositif de limitation des accès en mettant en place une clôture le long du domaine public. Il doit également s'assurer de la continuité des dispositifs de limitation des accès (blocs de rochers, grillage) au nord de la carrière (zone limitrophe avec la carrière Pesce).  <u>Constat le 19/03/2025:</u> L'exploitant a transmis un courrier le 17 mai 2023 dans lequel il s'engageait à positionner une clôture grillagée en limite ouest du site du côté de la voie publique d'ici le 30 juin 2023. Des photos d'achèvement des travaux ont été transmises par mail le 28/11/2023. Lors de la visite du 19/03/2025, l'inspection a pu constater la bonne réalisation de ces travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; une borne, au moins, sera rattachée au NGF. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

**Constats :**Constat du 07 mars 2023 :

Seule la présence d'une borne OGE a pu être constatée le jour de l'inspection, à l'angle sud-ouest du site.

L'exploitant doit, sous 2 mois, réaliser le bornage de l'ensemble des points nécessaires à la détermination du périmètre d'autorisation. Le plan de bornage, faisant apparaître notamment la largeur effective du délaissé situé le long de la limite nord de la carrière, sera transmis à Monsieur le Préfet et au service de l'inspection des installations classées sous 3 mois.

Constat du 19 mars 2025 :

Dans un courrier du 17 mai 2023 l'exploitant a informé l'inspection qu'un devis avait été demandé au cabinet Argence situé à Carpentras.

Lors de la visite d'inspection du 19 mars 2025, l'exploitant a expliqué que l'ensemble des bornes nécessaires à la détermination du périmètre d'autorisation avaient été installées, hormis une borne car celle-ci qui se situerait sur la route d'accès au site après que cette dernière a été élargie par la commune.

L'inspection a pu vérifier par sondage la bonne mise en place de 3 bornes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Concernant la borne qui devrait être disposée sur la route, l'inspection demande à l'exploitant d'installer, sous un délai d'1 mois, une borne complémentaire en remplacement de celle-ci, dans son prolongement en dehors de la route, pour que soit bien identifié les limites du périmètre d'autorisation du site. Une photo sera envoyée à l'inspection à l'achèvement des travaux, avec référencement de la borne sur le plan de bornage de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Mesures particulières de protection des milieux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures particulières de protection des milieux

**Prescription contrôlée :**

Un suivi annuel de l'état des habitats recensés sera assuré par des spécialistes scientifiques pendant toute la durée de l'exploitation.

**Constats :**Constat le 15/11/2016 :

L'exploitant n'a pas fait réaliser le suivi annuel des habitats recensés.

En réponse, l'exploitant s'est engagé à prendre contact avec Naturalia pour un diagnostic et, à la suite de celui-ci, à faire une proposition sur le bien-fondé de ce type de suivi.

Constat le 09/02/2023 :

A la suite de la dernière inspection, l'exploitant a fait réaliser par la société Naturalia en 2017 un diagnostic faune / flore simplifié. Une note de synthèse a été remise par le bureau d'étude qui conclut que "Les relevés effectués dans la carrière SAPEDE mettent en évidence une capacité

d'accueil très faible pour la faune et la flore. Aucun taxon à enjeux n'a été mis en évidence et les potentialités restent très faibles, y compris pour des espèces plus communes. Dans ce contexte, il apparaît peu pertinent de mettre en place un suivi annuel d'espèces ou de groupes indicateurs car les possibilités de colonisation sont maigres, compte tenu des modalités d'exploitation actuelles. Un suivi quinquennal semble plus approprié, ciblé sur les groupes suivants :

- Les amphibiens en période printanière (mars-mai) ;
- La flore et les habitats naturels (avril-juin)."

Aucun nouvel inventaire n'a été réalisé depuis cette date. Il a toutefois présenté un devis du 16/01/2023 pour la réalisation d'un suivi écologique par la société Naturalia.

L'exploitant doit, sous 3 mois, lancer un nouveau suivi écologique de sa carrière, tel qu'a minima celui préconisé en 2017. Le lancement de ces démarches sera justifié auprès de Monsieur le Préfet par la transmission d'un bon de commande signé auprès d'un bureau d'étude compétent, selon le même délai.

#### Constat du 19 mars 2025 :

Dans un courrier du 17 mai 2023, l'exploitant a informé l'inspection qu'un devis avait été demandé au bureau d'études Naturalia en vue de la réalisation d'un diagnostic 4 saisons, qui pourra être intégré dans la prochaine demande d'autorisation environnementale.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que le diagnostic n'a pas encore été lancé, dans l'attente de la finalisation de la procédure de révision du PLU en cours. En effet, l'exploitant a demandé un nouveau devis avec des inventaires élargis aux deux carrières limitrophes et leurs abords pour que les impacts globaux soient pris en compte. Or, sur certaines parcelles des 2 sites, le PLU actuel ne permet pas encore à l'exploitant de réaliser l'extension qu'il projette ; toutefois, la modification de ce dernier est en cours avec une consultation du public prévue fin mars. L'exploitant a informé l'inspection que les inventaires seront lancés dès finalisation de la procédure de révision du PLU, sur les parcelles effectivement classées en zone carrières et leurs abords.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection prend note de la procédure en cours de modification du PLU et demande à l'exploitant de lui transmettre dès sa réception le devis pour la réalisation du suivi écologique global des deux carrières limitrophes, y compris l'extension projetée dans la future demande de renouvellement. L'exploitant informera également l'inspection de la date de démarrage des premiers inventaires écologiques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Distances limites et zones de protection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 7.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Distances limites et zones de protection

#### **Prescription contrôlée :**

[...] Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale du périmètre d'exploitation telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. [...]

**Constats :**Constat du 07 mars 2023 :

Le plan topographique du 27/11/2020 présenté en inspection mentionne un délaissé de 5 mètres le long de la limite nord de la parcelle AK 209. L'exploitant précise que la bande de 10 mètres a été réduite le long de la limite nord, afin de permettre la manœuvre des engins au niveau du carreau.

Concernant le dossier de demande d'autorisation (DDAE), il mentionne :

- une superficie du périmètre d'autorisation de 6 490 m<sup>2</sup> et du périmètre d'extraction de 4 000 m<sup>2</sup> ;
- le maintien de la bande périphérique des 10 mètres, aucune dérogation n'étant demandée à ce sujet.

Or, la déduction d'une bande de 10 mètres sur l'ensemble de la périphérie de la parcelle AK 209 conduit à une surface exploitable de 3 360 m<sup>2</sup> environ et non 4 000 m<sup>2</sup> : les données relatives aux surfaces, mentionnées dans le DDAE d'octobre 2009, semblent donc inclure un délaissé de 5 mètres en limite nord, sans toutefois qu'une dérogation ait été sollicitée, ni reprise dans l'arrêté d'autorisation de la carrière.

Afin de compléter les données mentionnées dans le DDAE de 2009 et permettre à Monsieur le Préfet d'autoriser une dérogation à l'obligation de délaissé de 10 mètres en périphérie du périmètre d'autorisation, l'exploitant doit, sous 3 mois, faire réaliser une étude géotechnique se positionnant sur la stabilité des terrains le long de la limite nord du site. Cette étude devra définir la largeur minimale du délaissé nécessaire en limite de site pour assurer la stabilité des terrains au regard, d'une part, de la topographie et de la nature des terrains adjacents et, d'autre part, des côtes de fond de fouille qui seront atteintes au terme des opérations d'extraction.

Constat du 19 mars 2025 :

Dans un mail du 23/01/2025 l'exploitant a informé l'inspection de la venue d'une société spécialisée en géotechnique pour réaliser l'étude évoquée dans la visite d'inspection du 07 mars 2023. L'exploitant explique dans ce mail que les investigations terrains ont été réalisées les 15 et 16 janvier 2025, avec un carottage de 5m de profondeur ainsi que des essais pressiométriques.

L'exploitant a transmis le rapport n°Vjt2023-11-467 – G5 du 12 mars 2025 de la société « Géotechnique » par mail le 18 mars 2025. La conclusion de l'étude est que *"à la vue de l'ensemble des observations faites sur le site et des données acquises à ce jour, le front rocheux présent en partie Nord du site ne met actuellement en avant aucun signe d'instabilité."* Des recommandations sont proposées par la société Géotechnique à court et long terme afin de garder un délaissé minimal de 5 m.

Compte tenu des résultats de l'étude géotechnique, réalisée conformément à la demande du 07 mars 2023, l'inspection considère qu'il est possible d'autoriser l'exploitant à déroger à la règle minimale des 10 m en périphérie du périmètre d'autorisation sur cette zone. Un arrêté préfectoral complémentaire est proposé en annexe par l'inspection en ce sens, cet arrêté reprend les recommandations de la société Géotechnique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 14.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux sonores

**Prescription contrôlée :**

[...] un contrôle des niveaux sonores sera réalisé trois mois au plus tard après le début de l'exploitation puis renouvelé annuellement.

<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat du 09/02/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesure des niveaux sonores, réalisé le 2 décembre 2021 (mesures conformes). L'exploitant précise que les mesures prévues fin 2022 seront réalisées au printemps 2023.</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, réaliser la mesure annuelle des niveaux sonores de sa carrière.</p> <p><u>Constat du 19/03/2025 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis par mail le 23 janvier 2025 les résultats des mesures de bruits réalisées par la société AGEOX au mois de juin 2024. L'ensemble des résultats sont conformes aux prescriptions de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 13/09/2010, en limite de site et en zone à émergence réglementée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Déclaration GERE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration GERE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4 - V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p> <p>Article 7 : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déclarations GERE des années 2023 et 2024 ont bien été réalisées conformément aux articles 4 et 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008. Les informations principales de la déclaration de 2024 ont été vérifiées (tonnage, poussières, bruit) et sont conformes aux réglementations applicables à l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Capacité de production**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Capacité de production</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Capacité maximale de production : 2 500 tonnes/an selon le tableau présent à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 13/09/2010.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant respecte bien sa capacité maximale autorisée de 2 500 tonnes/an : en 2024, il y a eu 823 tonnes de calcaires extraits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



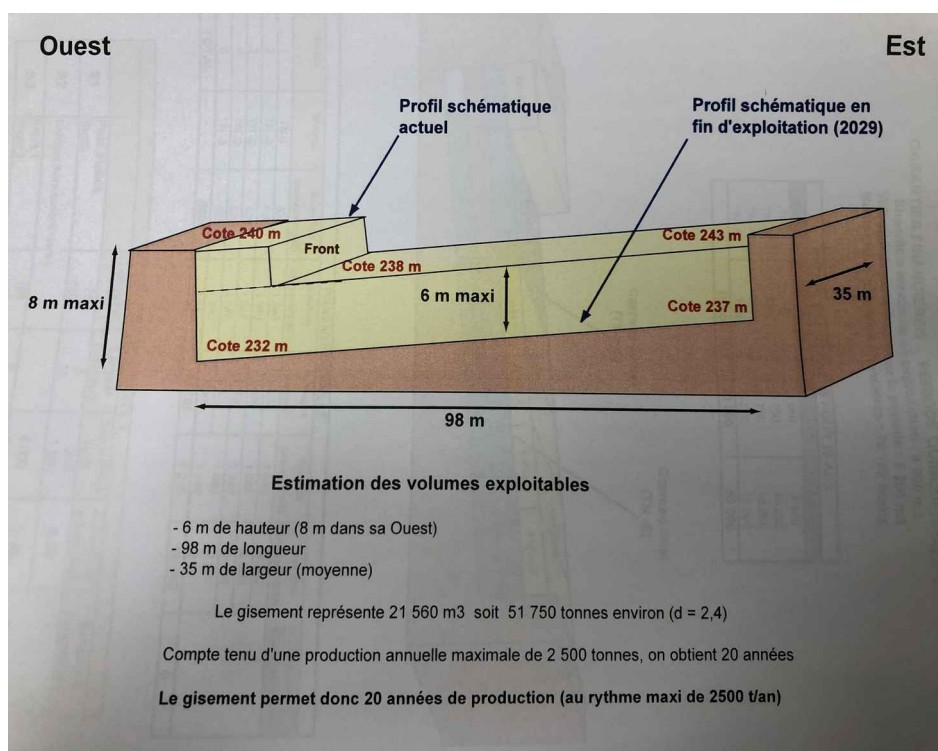
## N° 8 : Côte de fond de fouille

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/09/2010, article 1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Côte de fond de fouille

### Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]



*Illustration n° 37 du document 4 "illustrations" du dossier DAENV du 22/10/2009*

### Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection, par mail du 10 mars 2025, un plan topographique daté du 07 mars 2025.

Sur ce plan, les côtes de fond de fouille sur l'ensemble du site sont bien représentées. L'inspection a pu analyser ce plan et se rendre compte de sa cohérence sur site : la pente générale de la carrière semble bien respectée, ainsi que les fonds de fouille. Sur le plan du 07 mars 2025, l'inspection constate qu'au plus bas la carrière a été creusée à 237 mNGF côté ouest quand l'arrêté de l'exploitant autorise d'aller jusqu'à 232 mNGF.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant explique à l'inspection lors de la visite qu'il travaille depuis plus de 10 ans uniquement au moyen d'engins mécaniques, sans effectuer de tirs de mines. Il explique également qu'il va continuer en ce sens. Il n'y a donc actuellement pas de vibration engendrée par des tirs de mines sur ce site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite